



lorelllo
ecodata

L'enfer n'est jamais certain

Philippe Crevel
7, boulevard Haussmann
75009 Paris

phcrevel@yahoo.fr
Tel : 01 58 38 65 87
Tel : 06 03 84 70 36

Cheminement

☐ Actualité conjoncturelle

La reprise européenne entre doutes et espoirs ?

Etats-Unis, la non-gouvernance aura-t-elle raison de la reprise ?

Les pays émergents à la recherche d'un nouveau souffle

☐ La question de l'endettement et de la monnaie

Comment en finir avec le dopage de la dette et de la création monétaire ?

Comment la zone euro peut-elle s'en sortir ?

☐ Les permanences structurelles

La mutation démographique aux conséquences multiples

La question énergétique

L'innovation, le facteur clef de la croissance

☐ La France est-elle la bombe à retardement de l'Europe ?

De la mondialisation subie à la mondialisation domestiquée

☐ Conclusion, quel avenir ?

Le contexte détonnant

- ❑ Une transformation de l'économie mondiale sans précédent ou presque
- ❑ Néanmoins : un immobilisme des structures étatiques et interétatiques avec des crises de gouvernance à tous les étages
- ❑ Une remarque : toute projection est vouée à être contredite

Actualité conjoncturelle

Croissance de l'économie mondiale

2011 : 3,9 %

2012 : 3,2 %

2013 : 2,9 %

2014 : 3,6 %

Net ralentissement du commerce international

2012 : + 2,7 %

2013 : + 2,9 %

Stagnation des importations des pays avancés

Recul du cours des prix des matières premières (énergétiques comprises)
(pour mémoire, en 2011, la hausse avait été de 31 % pour le pétrole et de 18 % pour les matières premières non combustibles)

Lueurs d'espoir en zone euro

La zone euro a mis fin à 6 trimestres de récession au 2^{ème} trimestre 2013

Résultats assez logiques

- Moindre rigueur budgétaire (délai de deux ans donné par la Commission)
- Diminution de l'inflation
- Augmentation toute relative de la consommation en Allemagne
- Compétitivité retrouvée dans le Sud
- Reprise américaine

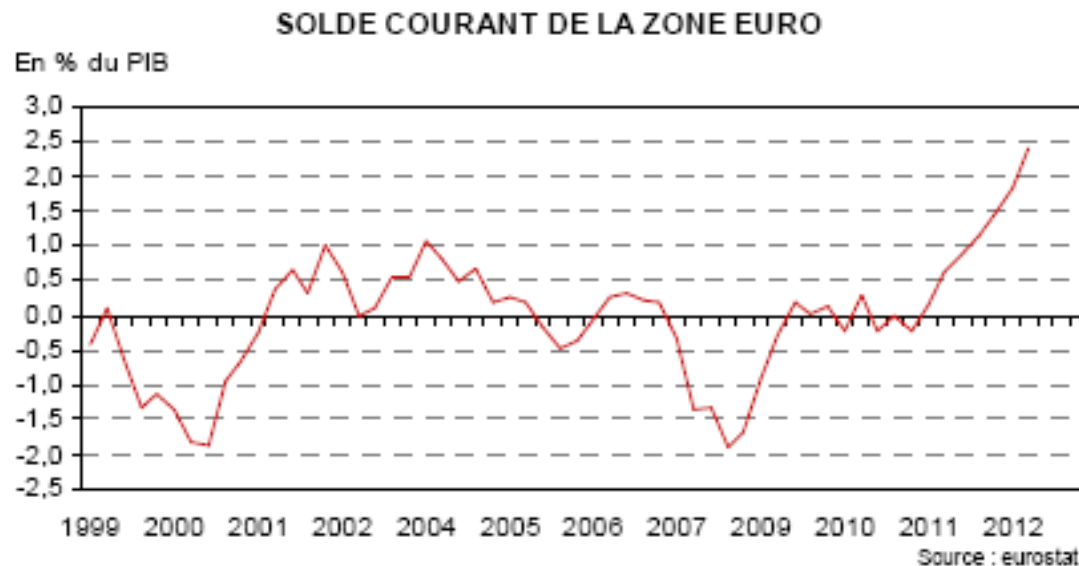
Retournement technique et provisoire ou véritable embellie ?

Pourquoi l'euro s'apprécie

L'Union dégage des excédents

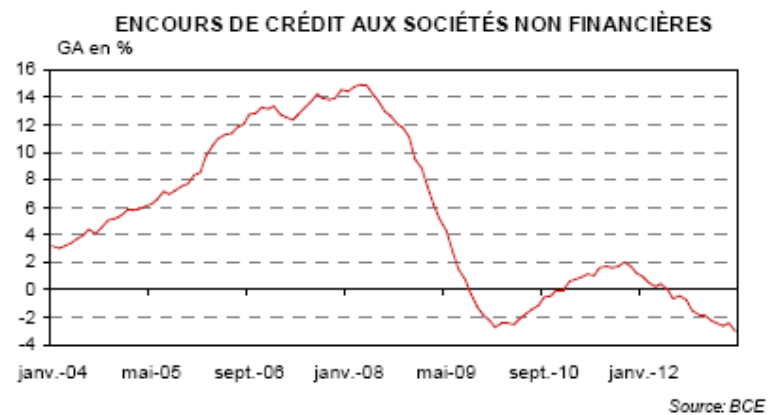
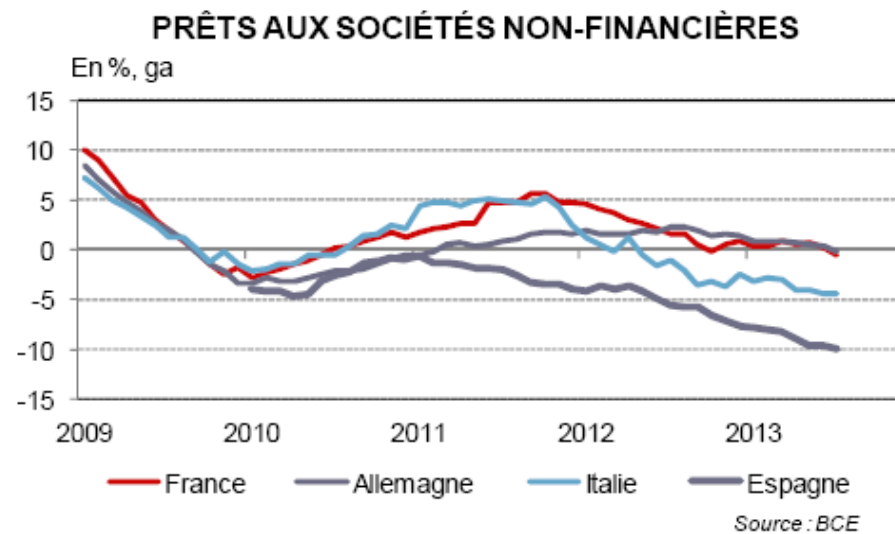
La zone euro sort de la récession

Le Etats-Unis sont empêtrés dans la crise de leurs finances publiques

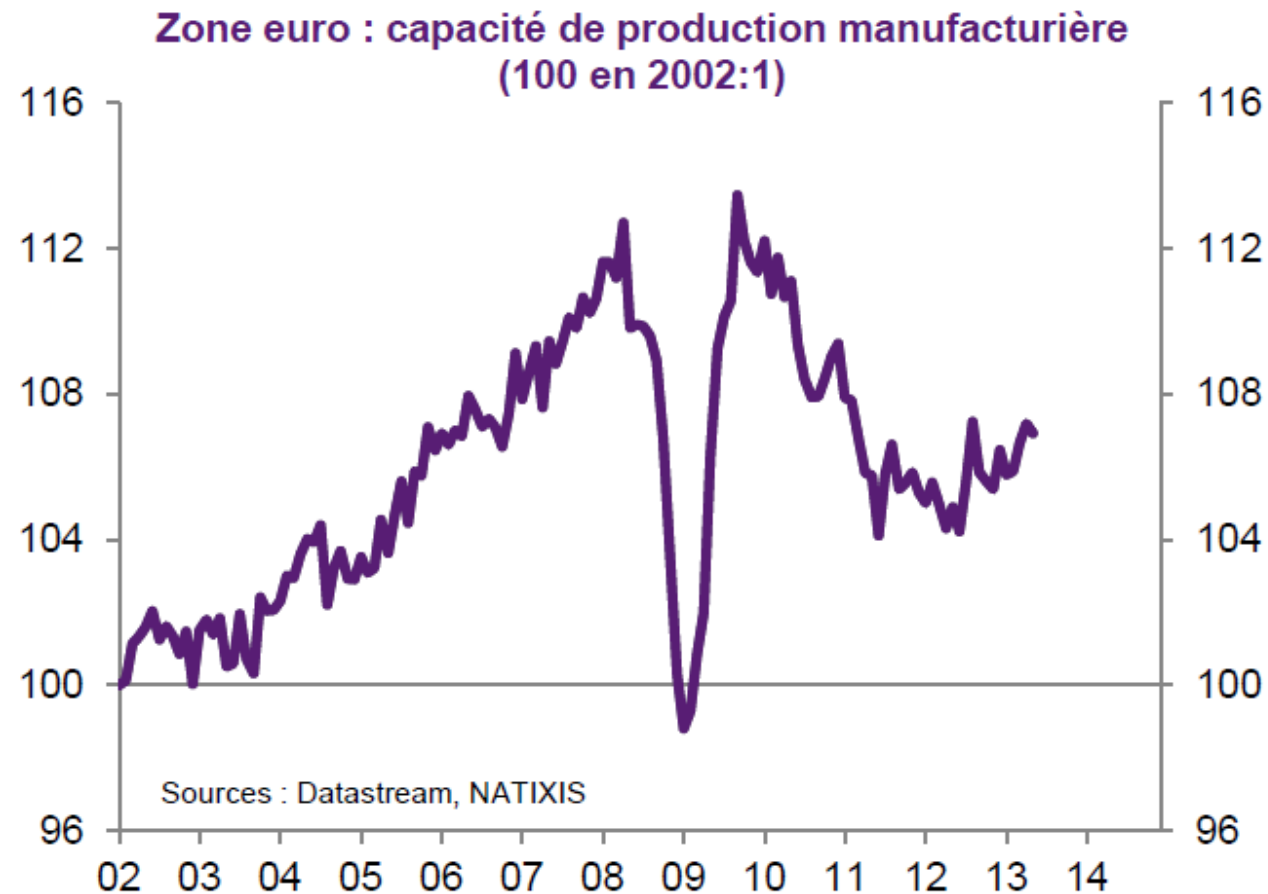


Compétitivité retrouvée de l'Europe du Sud : excédents commerciaux pour l'Espagne et la Grèce

Crédits au sein de la zone euro



Zone euro, ce n'est pas encore le Pérou



Zone euro : quid de 2014 et 2015 ?

Zone euro	2013	2014	2015
Croissance	- 0,4 %	1,1 %	1,7 %
Déficit	-3,1 %	-2,5 %	-2,4 %
dette	95,9 %	95,9 %	95,4 %
Taux de chômage	12,2 %	12,2 %	11,8 %

Croissance potentielle faible

- Contrainte de désendettement toujours présente
- Faiblesse de l'investissement
- Doutes sur la solidarité des membres de la zone euro

Les incertitudes

- Nécessité de négocier un nouvel accord avec la Grèce
- Tensions politiques et sociales au sein des pays membres (France...)

Les Etats-Unis en demei-teinte

Une reprise sur des bases assainies

- Diminution de l'endettement des acteurs
- Retour de l'investissement et des innovations (plus modéré que prévu)
- Reprise des cours de l'immobilier

Une reprise entravée

- Réduction forte et rapide des dépenses publiques
- Faibles créations d'emploi

Deux doutes

- L'impact de la fin de la politique monétaire non conventionnelle
- L'impact de la mauvaise gouvernance du pays

Les Etats-Unis en demi-teinte

Croissance en demi-teinte

2013 : 1,2 %

2014 : 2,0 %

Chômage élevé selon les standards américains

2013 : 7,2 %

2014 : 7 % ?

Déficit budgétaire en réduction rapide

2012 : -9,3 %

2013 : -4,1 % (au plus bas depuis 2008, augmentation des recettes de 13 % et diminution des dépenses de 4 %)

Dettes Publiques :

2013 : 105 % du PIB

Le Japon, le résumé de nos problèmes

- ❑ Dette publique de 230 % du PIB

- ❑ Vieillissement de la population à grande vitesse -> faible demande

Déflation depuis 20 ans par répression financière et par gains de productivité

→ Croissance potentielle nulle

Solution la fuite en avant

Les trois flèches de l'Abenomics du Premier Ministre Shinzo Abe

- Augmentation des liquidités avec un objectif d'inflation à 2 % → relance de l'économie
- Réformes structurelles de libéralisation
- Assainissement budgétaire

Les pays émergents à la recherche d'un nouveau souffle

Les vieux pays émergents sous tension : économique, sociale et politique

Situations plurielles

- ☐ Pays émergents à déficits extérieurs
- ☐ Pays émergents en transition démographique
- ☐ Pays émergents en transition économique

Tensions depuis l'été 2013

- ☐ Réduction des exportations
- ☐ Ralentissement de la croissance
- ☐ Fuite de capitaux
- ☐ Dépréciation de la monnaie / inflation

Croissance des pays émergents et en développement en recul

2011 : 6,5 %

2012 : 4,9 %

2013 : 4,5 %

2014 : 5,1 %

Pays émergents : la nouvelle donne

Chine : l'ère dangereuse du passage à une société de consommation (50 % de la production industrielle, 8 % de la consommation mondiale)

- Augmentation des coûts salariaux
- Diminution des excédents commerciaux
- Diminution de la croissance
- Risques politiques

L'Inde, un potentiel contrarié

- Déficit balance commerciale
- Inflation
- Dépendance énergétique

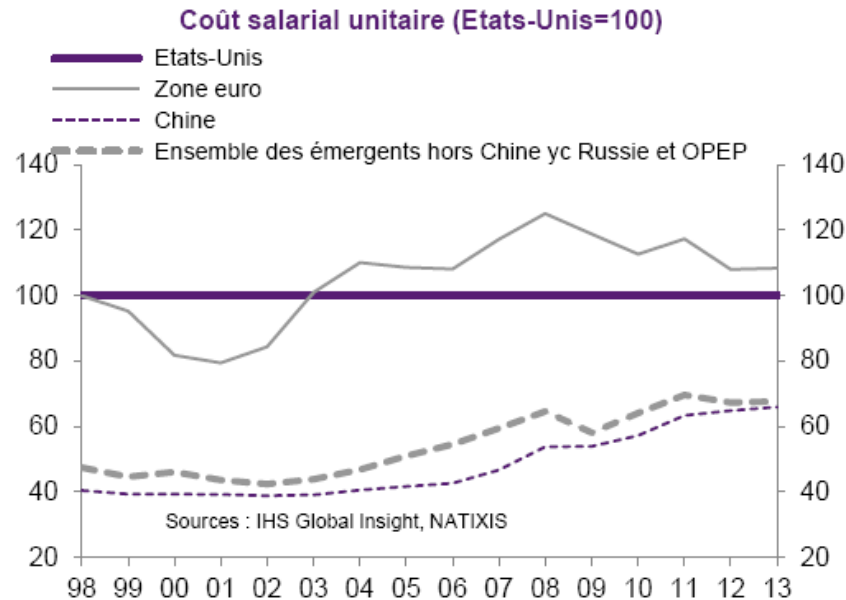
Le Brésil : en attendant les jeux, le retour à la réalité

- Croissance réduite à 0,9 % en 2012, au mieux 2,5 % en 2013
- Déficits commerciaux, déficits publics et corruption

Russie : la dépendance énergétique

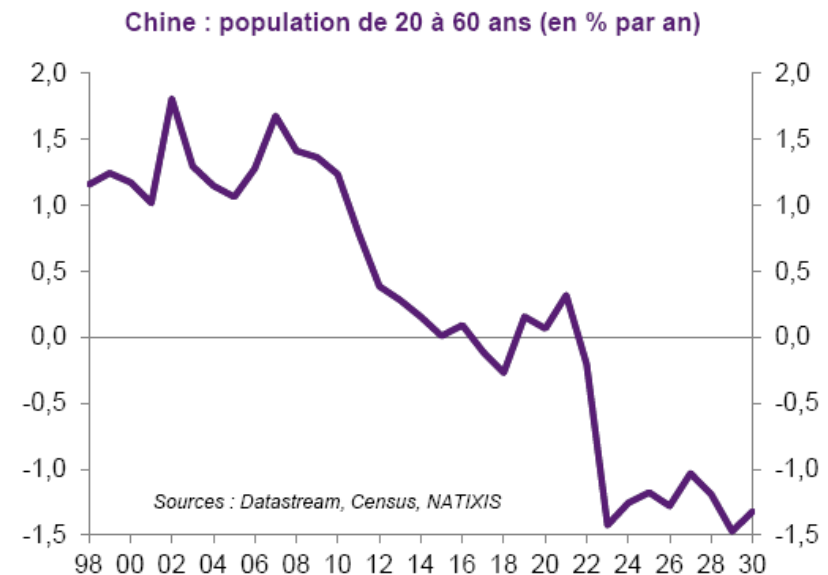
- Sous-investissement et économie dirigée

La Chine face à ses problèmes

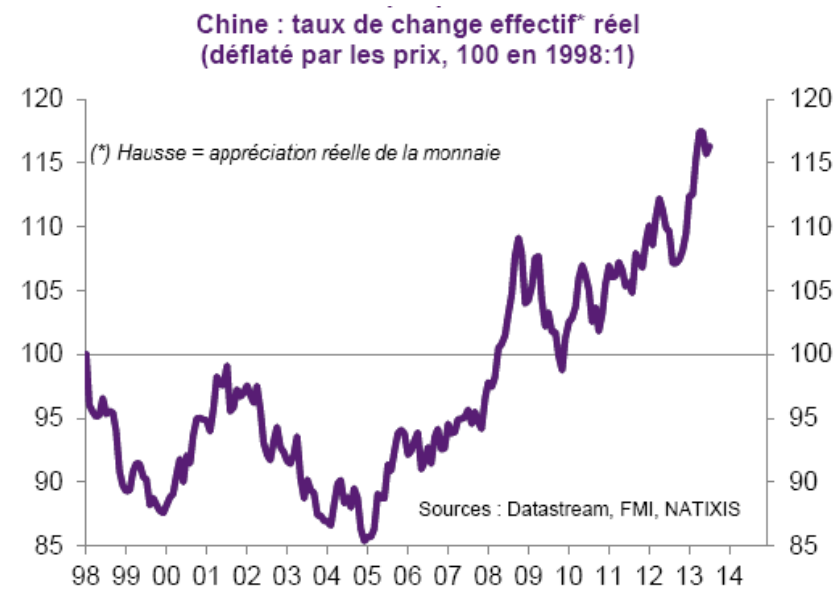
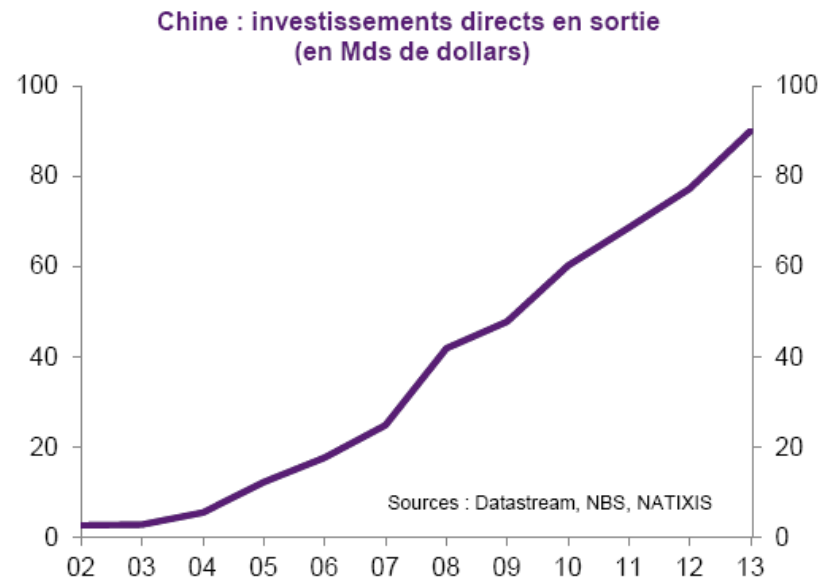


Fin du mode de développement
extensif fondé sur
l'exportation, l'investissement
et l'endettement interne

Déclin de la population
active à partir de 2014



La Chine face à ses problèmes



L'Afrique, le boom ?

Croissance de l'Afrique moyenne de 5 % en 2012, 5 % en 2013 et 6 % prévue en 2014

- Population jeune et de mieux en mieux formée
- Richesse en matières premières et énergie
- Amélioration progressive de la gouvernance ???
- Arrivée de capitaux asiatiques et américains

Croissance en %	2011	2012	2013	2014
Afrique subsaharienne	5,1	4,90	5,0	6,0
Ghana	14,3	7,9	7,9	6,1
Nigeria	7,4	6,6	6,2	7,4
Ethiopie	7,5	8,5	7,0	7,5
Mozambique	7,3	7,4	7,0	8,5

Pour conclure : évaluation des risques

Crash américain : deux écueils + 1

- Politique budgétaire
- Politique monétaire
- Question de gouvernance politique

Croissance autour de 2 % et chômage au-dessus de son taux normal

Crash européen par défaillance interne

- Peu probable : mise en place de pare-feu efficaces
- Crise politique et sociale d'un pays membre
- Enlisement dans une croissance médiocre

Crise internationale

- Foyers possibles : Syrie, Iran, Corée du Nord, Maghreb

Croissance faible par dégradation de la croissance potentielle

- La plus probable avec ralentissement en Asie

Le problème, c'est la reprise de l'investissement

La question du financement

Problématique

Sommes-nous entrés dans un trou noir de l'endettement ?

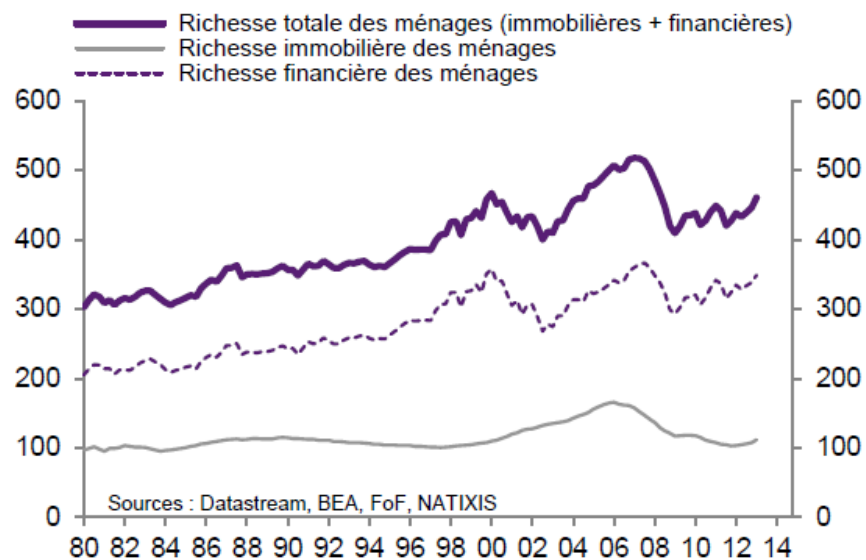
Comment sortir des spirales financières ?

- Spirale d'endettement
- Spirale des taux faibles
- Spirale de l'injection de liquidités

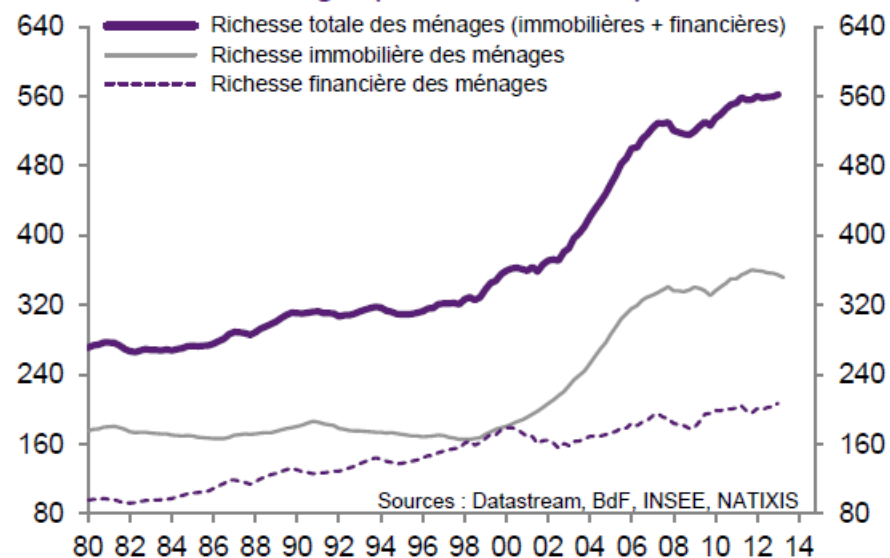
La répression financière est en marche

Effet richesse / effet endettement

Etats-Unis : richesses immobilière et financière des ménages (en % du PIB valeur)

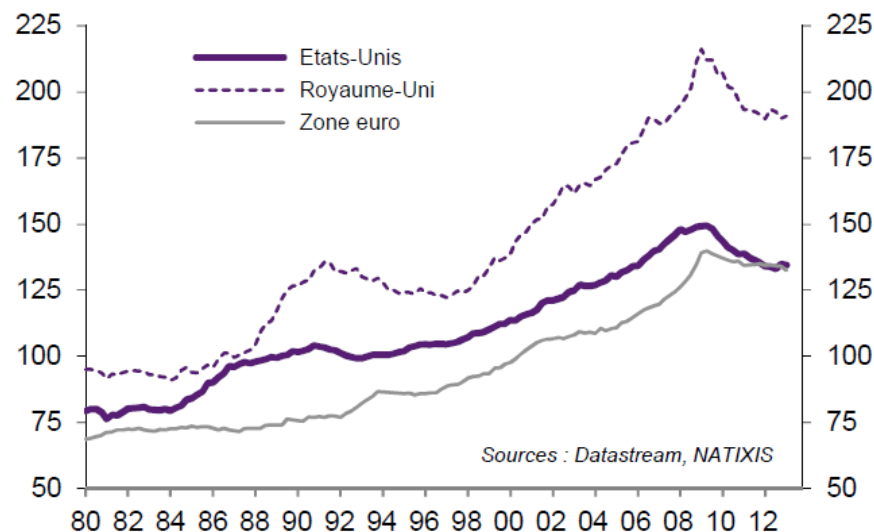


France : richesses immobilière et financière des ménages (en % du PIB valeur)



Effet richesse / effet endettement

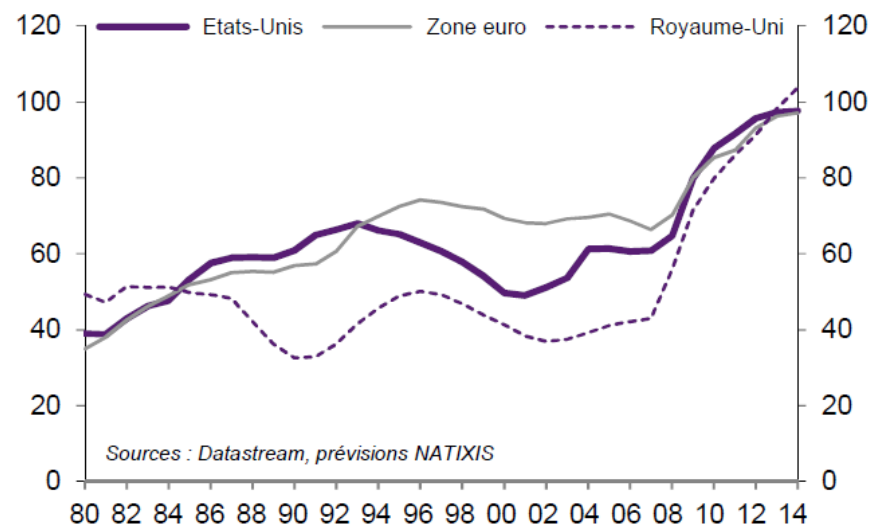
Dette des ménages + entreprises
(en % du PIB valeur)



Moyenne de productivité par tête (GA en %)

	Etats-Unis	Zone euro	Royaume-Uni
1980 - 1989Q4	1,08	1,84	1,84
1990 - 1999Q4	1,93	1,53	2,02
2000 - 2007Q4	2,47	0,94	2,24
2008 - 2013Q1	1,53	0,13	-0,80

Dette publique (en % du PIB valeur)



Pouvons-nous faire faillite ?

Les 10 premiers pays de l'OCDE ont un niveau d'endettement comparable à celui de l'après Seconde Guerre Mondiale

Les besoins d'emprunts

- ❑ 2012 : 10 800 milliards de dollars
- ❑ 2013 : 10 900 milliards de dollars

Le déficit public des pays de l'OCDE

- ❑ 5,5 % du PIB soit 2600 milliards de dollars en 2012
- ❑ 4,6 % du PIB soit 2300 milliards de dollars en 2013

Le taux moyen pour les emprunts était de 3,8 % en 2012 et devrait être de 4 % en 2013.

Pouvons-nous faire faillite ?

Paradoxe

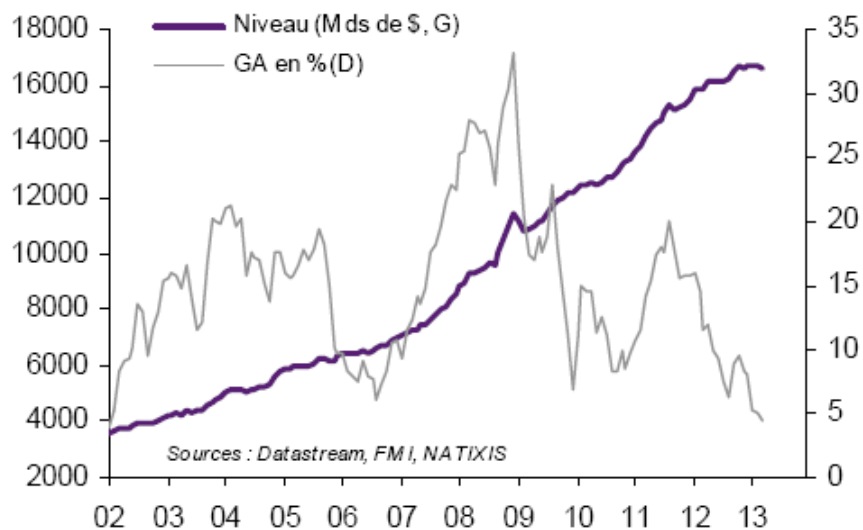
Jamais autant de capitaux et de liquidités

- ❑ Capitaux du fait des transferts des pays ex avancés vers les pays émergents et les pays producteurs d'énergie → fonds souverains : environ 5200 milliards de dollars
- ❑ Capitaux du fait de la constitution de réserves pour payer les retraites : environ 30 000 milliards de dollars
- ❑ Capitaux du fait de la constitution de réserves par les compagnie d'assurances : 20 000 milliards de dollars
- ❑ Liquidités injectées par les banques centrales : une dizaine de milliers de dollars

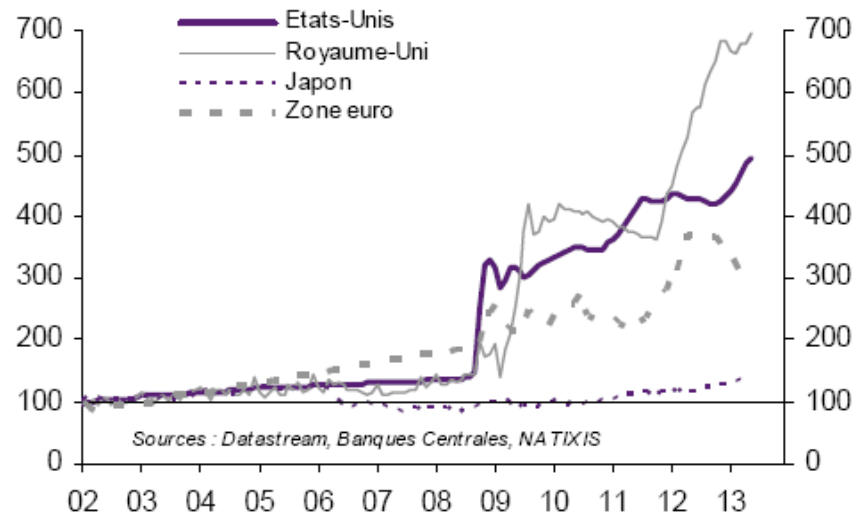
Or sentiment de pénurie de capitaux car processus généralisé de désendettement et restriction des crédits

Effet monétaire

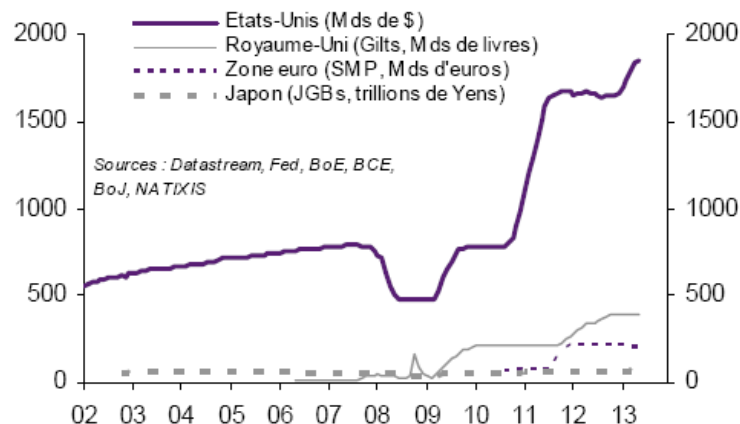
Base monétaire mondiale



Base monétaire (100 en 2002:1)



Encours de dette publique détenue
par la Banque Centrale



Objectif au Japon :

Doublement de la base monétaire et
inflation de 2 %

Résultat : dépréciation de 20 % du Yen
augmentation de 60 % du cours des actions

Taux d'intérêt 0,5 % sur oblig Etat

Répression financière

Signes de répression

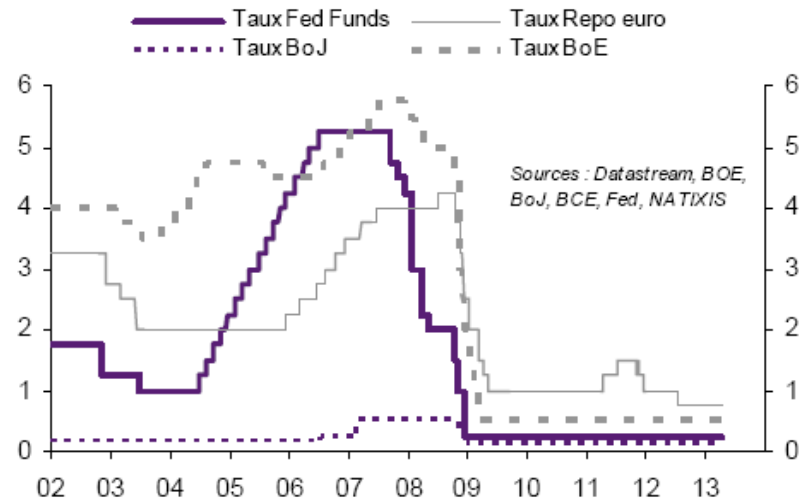
- ❑ Fixation de taux bas → Sous rémunération de l'épargne
- ❑ Obligation pour les banques et assureurs d'investir dans des titres publics (Bâle III et Solvency II)

Conséquences

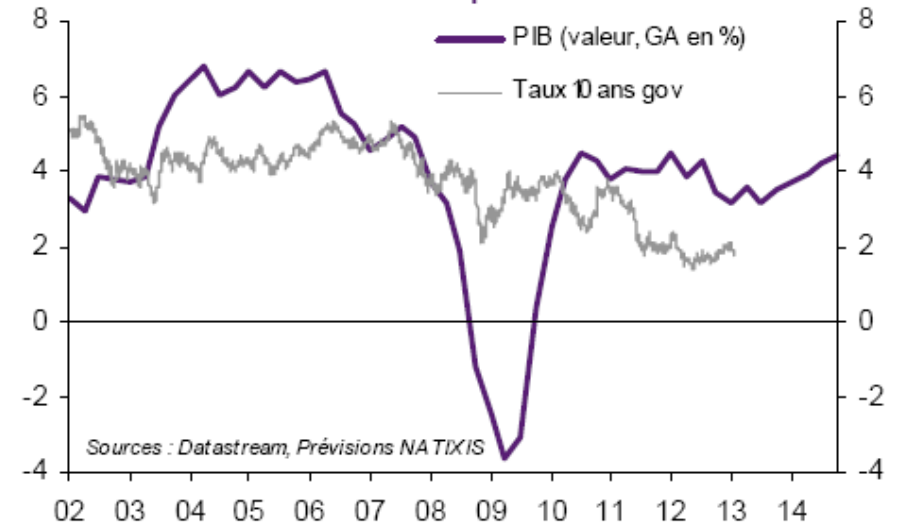
- ❑ Effet d'éviction au détriment du secteur privé par rationnement du crédit
- ❑ Moindre croissance

Répression financière

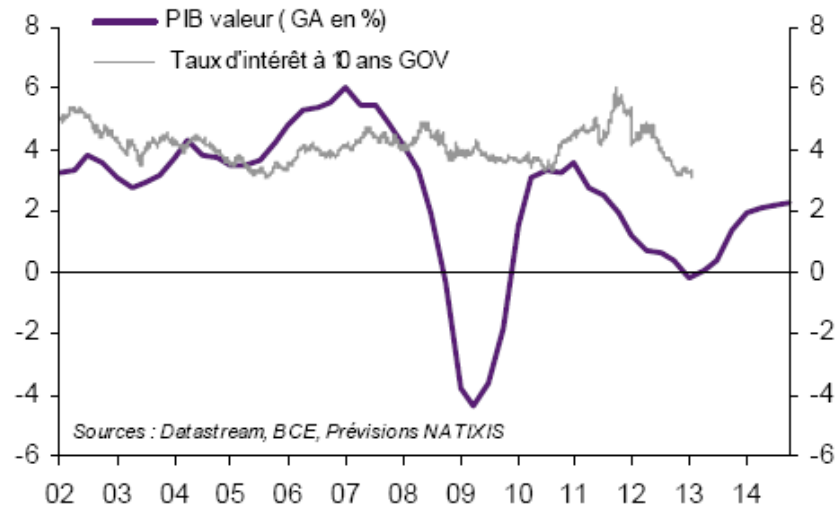
Taux directeurs



Etats-Unis : PIB en valeur et taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat



Zone euro : PIB en valeur et taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat



Taux d'intérêt faibles sauf dans le sud de l'Europe du fait du risque souverain

Pourquoi l'inflation ne revient-elle pas ?

L'inflation peut-elle revenir ?

Liquidités abondantes → bulles spéculatives

Mais pas d'inflation

- Stérilisation de l'argent : fonds propres banques, méfiance financière persistante
- Chômage important
- Capacité de production disponible importante
- Vieillesse de la population : préférence donnée au désendettement

Néanmoins, inflation larvée

- Pays émergents : inflation réelle
- Mauvaise transmission des baisses de prix : rentes de situation, rigidité de salaires
- Augmentation de la valeur de certains actifs

Les dangers de la fin du dopage monétaire

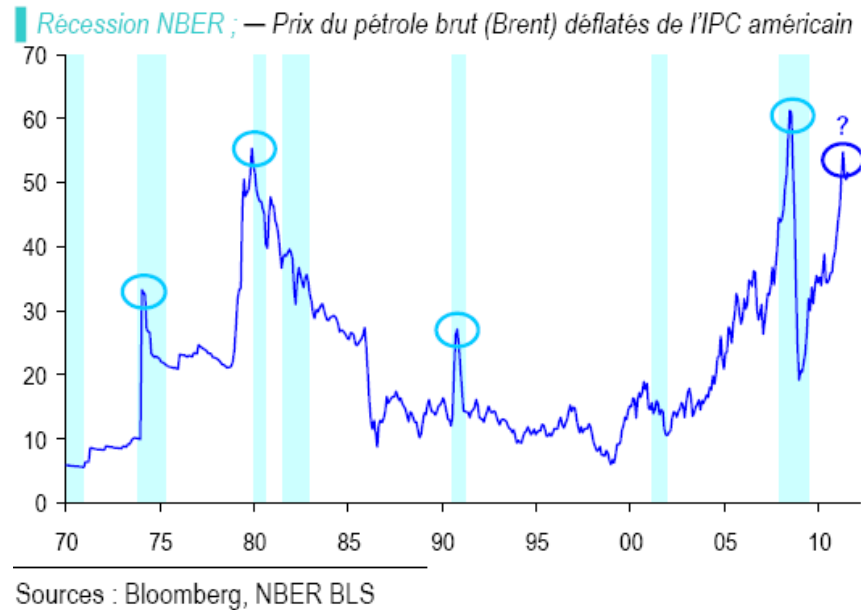
La fin du dopage monétaire est prévue à plus ou moins court terme

Les écueils

- ☐ Ralentissement économique
- ☐ Crise obligataire par remontée des taux
- ☐ Crise financière par fragilité des institutions financières (nécessité de renforcement de leurs fonds propres qui ont déjà doublé au sein de la zone euro depuis 2002)
- ☐ Retour de la crise des dettes publiques en zone euro
- ☐ Raréfaction du crédit par les taux et par la sélection accrue des dossiers
- ☐ Modification des flux financiers au détriment des pays émergents : scénario de la crise de 1997



Le défi énergétique



Prix du baril Brent : 114 dollars au 30 août

Prix du baril WTI: 107 dollars

Lien fort entre évolution du prix du pétrole et récession même si, au cours de la période, l'efficacité énergétique a été améliorée

Le défi énergétique

Le nouveau monde énergétique en route

Gaz de schiste

En 2012, près du tiers de la consommation de gaz US

Sur 5 ans : production de gaz de schiste + 20 % et pétrole et autres énergies liquides :
+ 30 %

Réduction des importations nettes de pétrole de 40 %

En 2020 : 40 % de la consommation gaz naturelle américaine via le gaz de schiste

Toujours 2020 : 15 à 20 % de la consommation de pétrole via le pétrole bitumineux et gaz de schiste

Prix du gaz est 4 fois plus faible aux Etats-Unis qu'en Europe et 6 fois plus faible qu'au Japon

Avantage de compétitivité pour les US : l'équivalent d'une baisse des coûts salariaux de 17 %

Le défi énergétique

Modification de la structure de l'origine de l'énergie aux Etats-Unis

- ☐ Le gaz naturel est passé en six ans de 25 à 30 %
- ☐ Le pétrole est passé de 16 à 15 %
- ☐ Le charbon est passé de 33 à 29 %

Modification de la structure économique aux Etats-Unis et ailleurs (conséquences par exemple pour le Mexique...), Etats-Unis, fin du déficit commercial ? Une nouvelle pétrodémocratie ?

Impact PIB : le FMI considère que l'effet sera plus faible que prévu : 2 points de PIB sur 10 ans ?

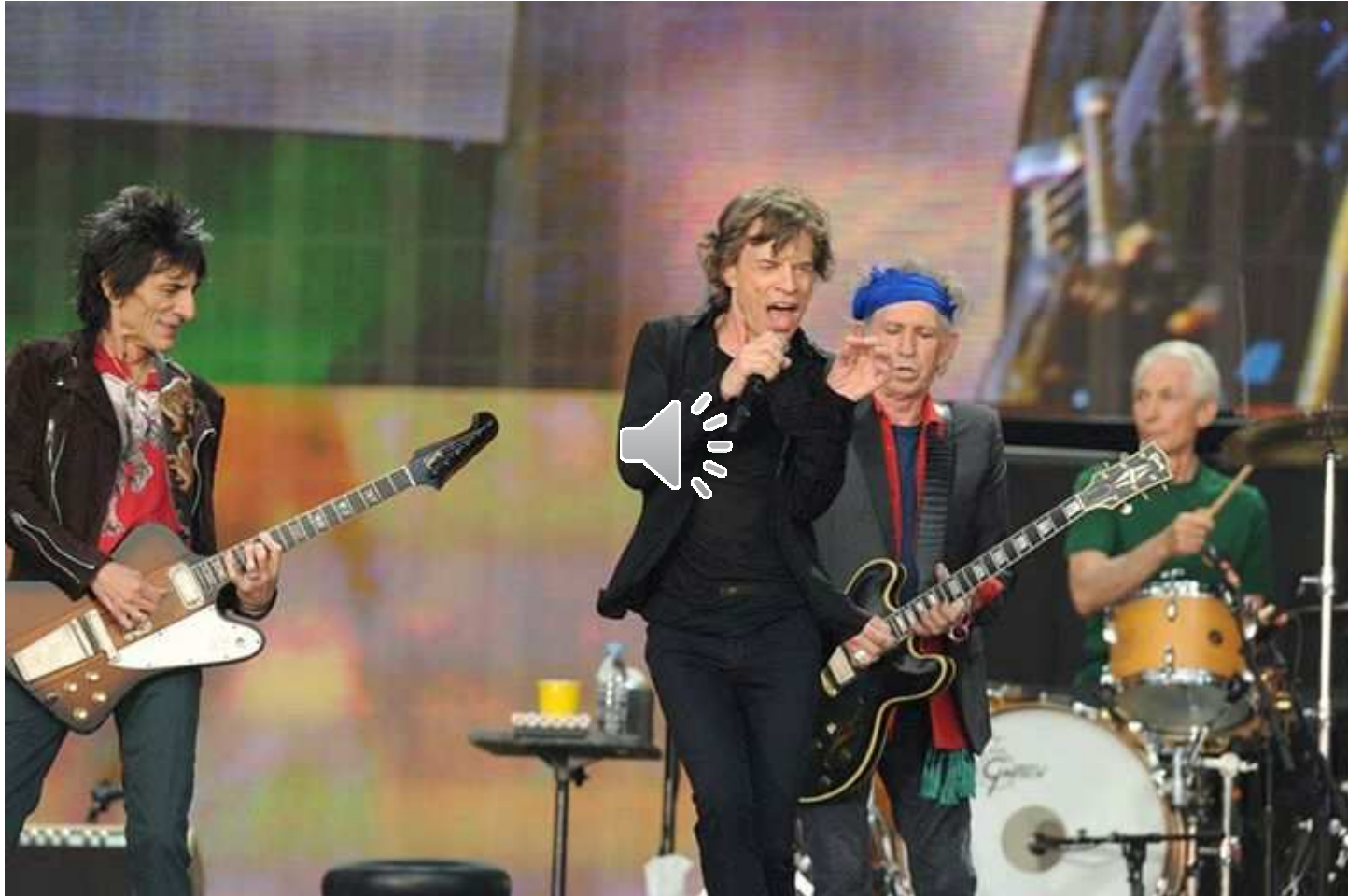
Modification des prix à l'échelle mondiale : nouvelle donne économique et financière
Russie, pays émergents...

Modifications géopolitiques : qui doit assurer la protection du Moyen Orient ?

Le défi énergétique

Conséquences pour la France

- ❑ Gaz de schiste ou énergies renouvelables ? En Allemagne, 390 000 emplois dans le secteur de l'énergie renouvelable ; 600 000 emplois liés au gaz de schiste aux Etats-Unis
- ❑ Surcoût énergétique mais possible baisse des prix si réorganisation du marché (néanmoins augmentation des besoins des pays émergents)
- ❑ Poursuite de la désindustrialisation ou nécessité de trouver des solutions (efficience énergétique, nouvelles énergies)



Le défi démographique

❑ La deuxième révolution démographique

Allongement de l'espérance de vie, faible natalité, diminution de la population active et de l'ensemble de la population

Convergence rapide des différents Etats : l'Afrique sera le dernier continent « jeune »

Stabilisation de la population mondiale d'ici 2060 autour de 9/10 milliards d'habitants

❑ Crash démographique : phénomène de régression avec effet exponentiel

Plus de 15 pays européens enregistrent un déclin démographique mais aussi le Japon, la Russie...

Le défi démographique

Effets économiques directs → diminution de la croissance

- ❑ Moins d'actifs et plus d'inactifs avec transferts de charges au détriment des actifs
- ❑ Diminution de l'investissement à long terme / moindre exposition aux risques
- ❑ Priorité donnée au désendettement
- ❑ Baisse tendancielle de la productivité

Effets ambigus du vieillissement

- ❑ **Augmentation ou dépréciation de la valeur des actifs** : augmentation de la demande d'actifs en amont de la retraite puis revente au moment de la retraite
- ❑ **Inflation ou désinflation** : moins de demande donc baisse des prix mais recours accru aux services inflationnistes
- ❑ **Stagnation de la consommation** mais augmentation des importations car moindre production nationale
- ❑ Pression à la baisse des prélèvements mais augmentation des dépenses sociales

Le défi démographique

- ❑ conséquences micro-économiques : activités / mode d'organisation au sein des entreprises (potentiel de croissance des secteurs d'activité modifié, développement des services à la personne)
- ❑ Conséquences dans la localisation des activités, croissance des régions d'accueil des retraités au détriment des zones industrielles

Le défi démographique

Comment échapper à la fatalité démographique et l'appauvrissement ?

- ☐ Limitation des dépenses de retraite et maîtrise des dépenses sociales avec risque d'appauvrissement d'une partie de la population
- ☐ Développement des exportations pour dégager des recettes (Japon, Allemagne), pb : politique peu coopérative au niveau international
- ☐ Augmentation du taux d'emploi (emploi des seniors) et immigration (la valeur de l'immigré va augmenter)
- ☐ Développement des gains de productivité (robotisation)

Pour conclure

- ☐ Mutation démographique : un facteur de décroissance certain qu'il faut prendre en compte
- ☐ Obligation de retrouver des gains de productivité
- ☐ Obligation de développer de nouvelles activités



Disponible à
partir de 1500
euros !

Le défi technologique

D'un côté

- ❑Epuisement du modèle de croissance reposant sur la technologie : la crise est avant une crise de la productivité
- ❑Contestation du progrès technique : OGM, gaz de schiste, vaccins...
- ❑Diminution du taux d'investissement des entreprises en particulier en Europe

De l'autre

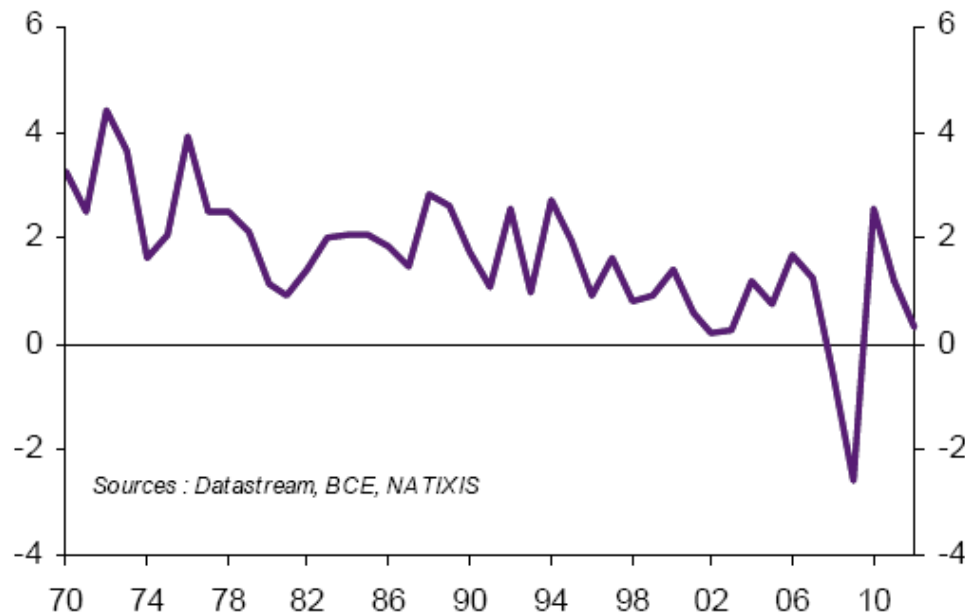
- ❑Augmentation sans précédent du nombre de chercheurs. Le nombre de chercheurs a doublé en 10 ans (plus de 3 millions en 2010)
- ❑Diffusion des connaissances à vitesse de plus en plus rapide
- ❑Nouveaux gisements de croissance avec mutation profonde des structures (nouveaux modes d'organisation, de production de distribution...)

Le défi technologique et organisationnel

- ❑ Révolutions technologiques : robots, nanotechnologie, génétique... Poursuite de la révolution numérique : déploiement de nouveaux modes de production, exemple imprimante 3 D
 - ❑ **Nouveaux modes de consommation** : passage de la société d'acquisition à la société d'usage (location) : vélo, voiture, maison, logiciels...; remise en cause du système classique de commercialisation
- Conséquences sur toutes les activités : industrie, assurances, banques...
- Conséquences sur les structures : Etats, entreprises
- Comment prélever l'impôt ?
 - Quelle monnaie pour demain ?

Le défi technologique

Zone euro : productivité par tête (en % par an)



Cqs : croissance
potentielle en baisse

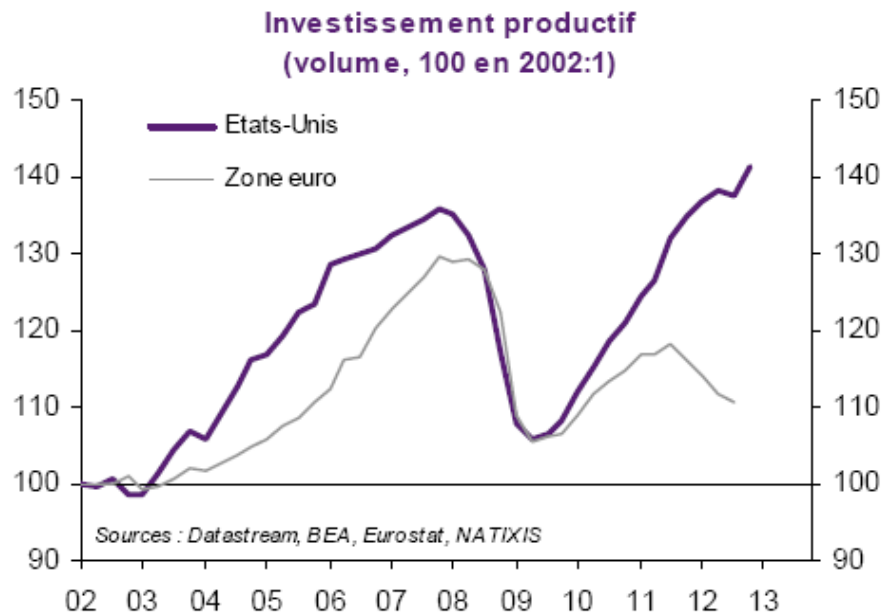
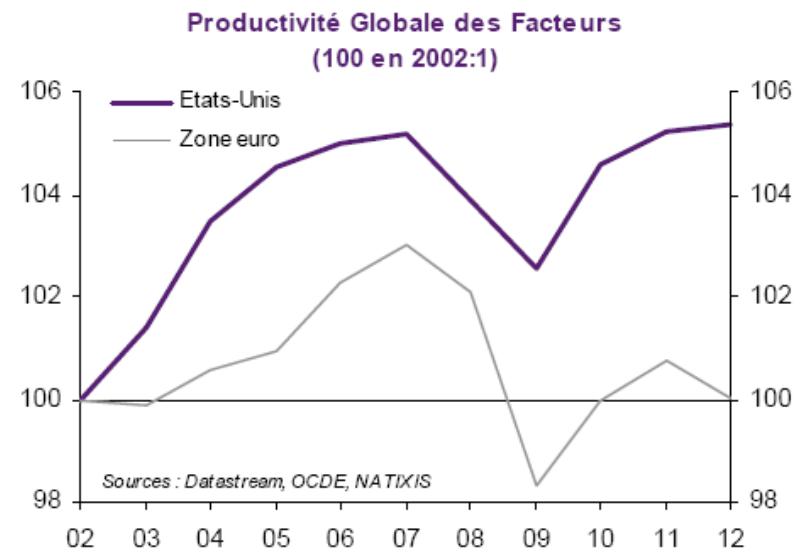
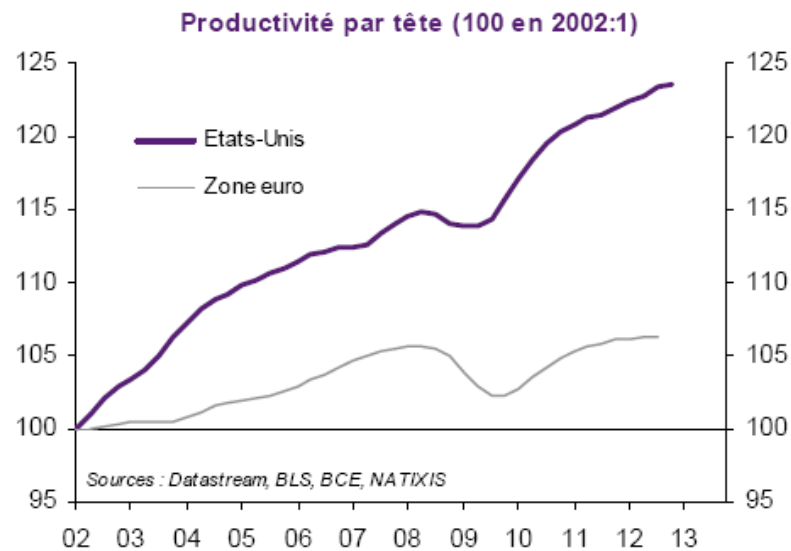
Une problématique européenne

- Vieillessement de la population
- Sous-investissement en particulier
- Spécialisation dans des secteurs à faible productivité

Part de l'IT dans la valeur ajoutée (en %)

Pays	1995	2006	2009
États-Unis	9,13	8,70	9,40
Zone euro	6,68	7,30	7,15

Le défi technologique : US vs ZE



Un état d'esprit américain sur la recherche et l'innovation

Une panne européenne qui concerne tous les pays

La France, le pays malade de l'Europe ?



Dénigrement excessif

La France et les réformes

- ❑ Réforme des retraites (l'Allemagne a mis plus de 10 ans à réformer son système de retraite)
- ❑ Réforme du marché de l'emploi (3 lois en Allemagne sur 8 ans)
- ❑ Réforme du système de santé (8 lois en Allemagne)
- ❑ Réforme fiscale (ajustement contenu en France comme en Allemagne)

Rythme des réformes

- ❑ Report de l'âge légal : la France est le pays qui demande le plus, 2 à 5 fois plus rapide que les autres pays; d'ici 2020, l'âge de la retraite à taux plein sera le plus élevé en France (65,7 ans en Allemagne, 66 ans au Royaume-Uni et 66 ans aux Etats-Unis)
- ❑ Taux d'emploi des seniors : progrès rapide
 - Taux d'emploi des 55-64 ans est passé de 37 à 48 % en dix ans
 - Taux d'emploi des 60-64 ans est passé de 13 à 22 % en dix ans

Atouts France

Démographie

Aujourd'hui un handicap, demain un avantage (le PIB de la France pourrait dépasser celui de l'Allemagne en 2035)

La croissance potentielle de la France serait deux fois plus forte que celle de l'Allemagne en 2060 (progression à partir de 2020)

Dettes

La dette privée reste faible et maîtrisée

Les grandes entreprises françaises sont plus internationalisées que les entreprises allemandes

La productivité reste bonne tout comme l'effort de recherche développement

Faiblesses

- ❑ Déficit public structurel
- ❑ Insuffisance de l'ouverture sur l'extérieur
- ❑ Dégradation de la compétitivité (en grande partie provoquée par la tertiarisation)
- ❑ Faiblesse de l'investissement
- ❑ Fiscalité lourde avec des cotisations sociales plus élevées que dans le reste de l'Europe
- ❑ Poids important des dépenses publiques : plus de 57 % du PIB contre 40 % aux Etats-Unis, 44 % au Japon ou 48 % au Royaume-Uni, rôle important des dépenses sociales : un tiers du PIB

Compétitivité à la française

Indicateurs macro

- World Economic Forum 2013: France 23^{ème} position loin derrière la Suisse, Singapour, la Finlande, l'Allemagne, les Etats-Unis
- Balance commerciale : déficit commercial 67 milliards d'euros en 2012

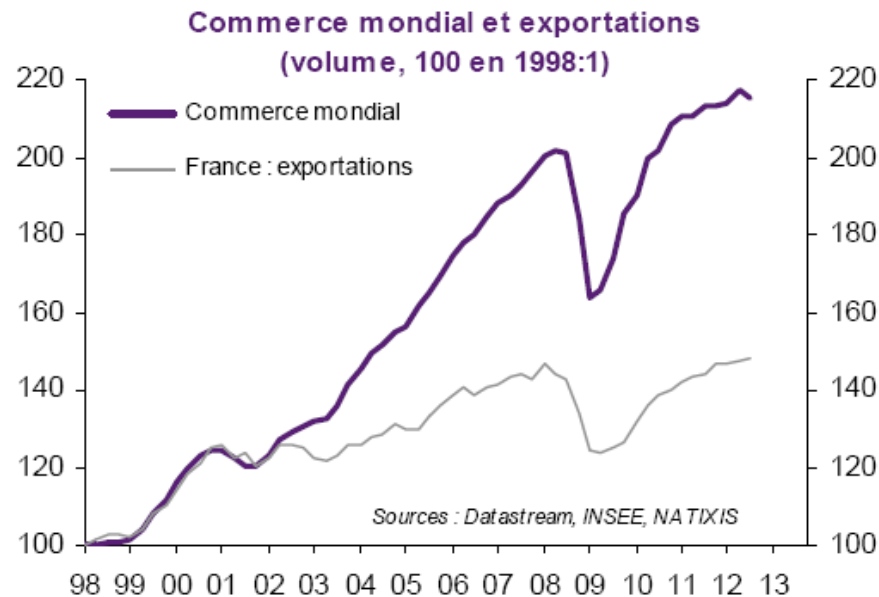
Indicateurs entreprises

- Coûts unitaires, taux de marge, profit...
- Productivité (de tous les facteurs de production, du travail, du capital...

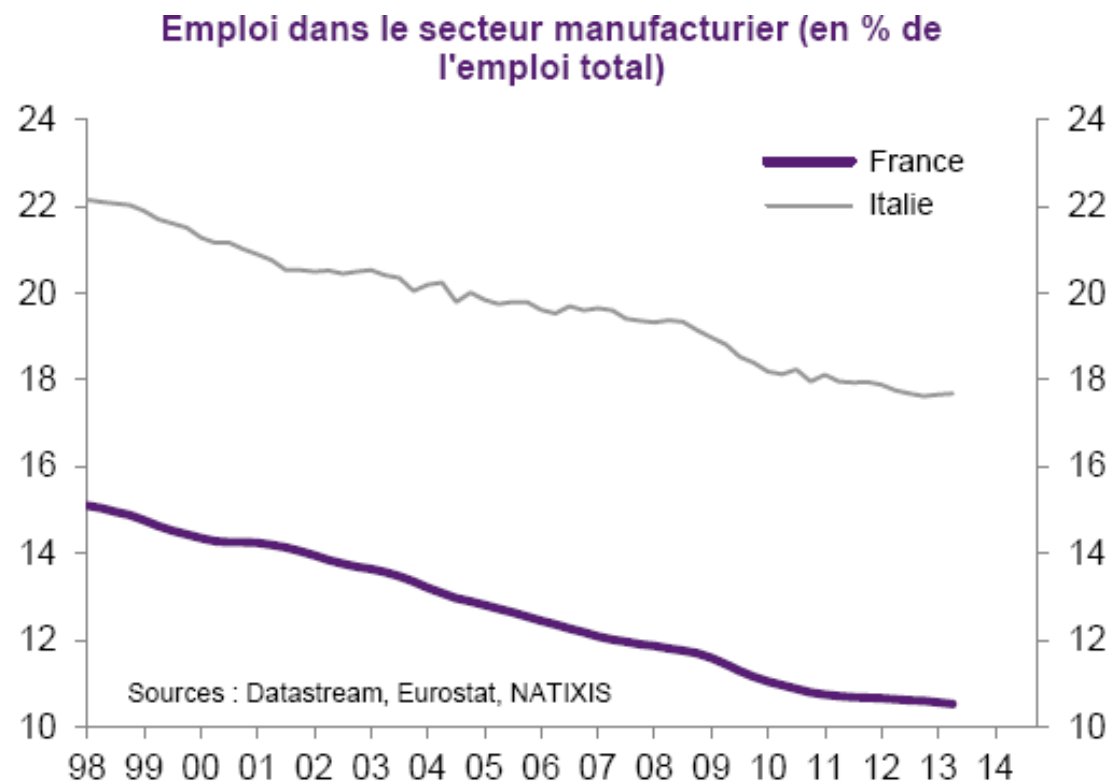
Le déficit commercial

La France a décroché à partir de 2002 en matière de commerce extérieur avec à la clef une réduction de près de moitié de ses parts de marché à l'exportation

- Déficit 2011 : plus de 74 milliards d'euros
- Déficit 2012 : 67 milliards d'euros (déficit produits manufacturiers 33 milliards d'euros)
- Réduction en cours



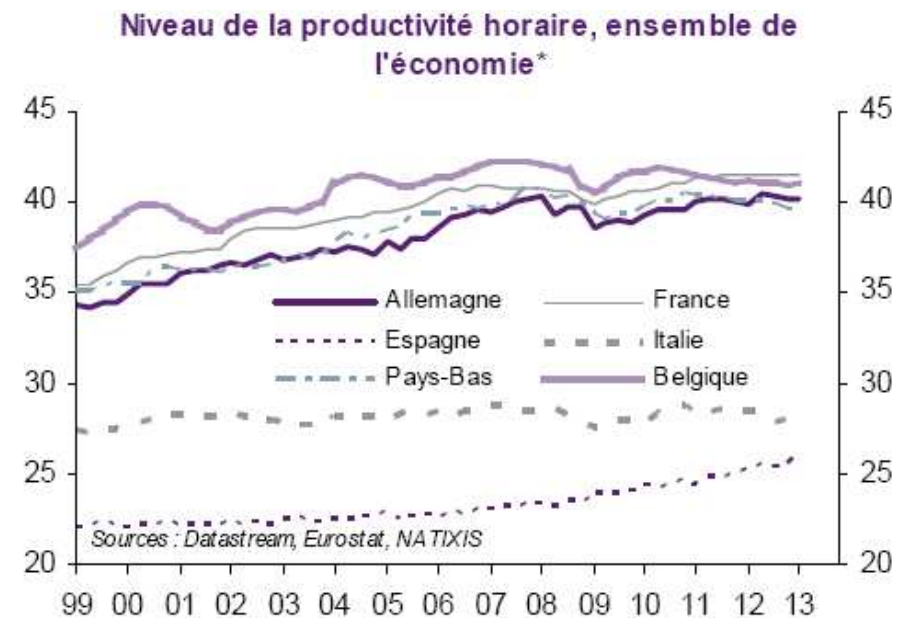
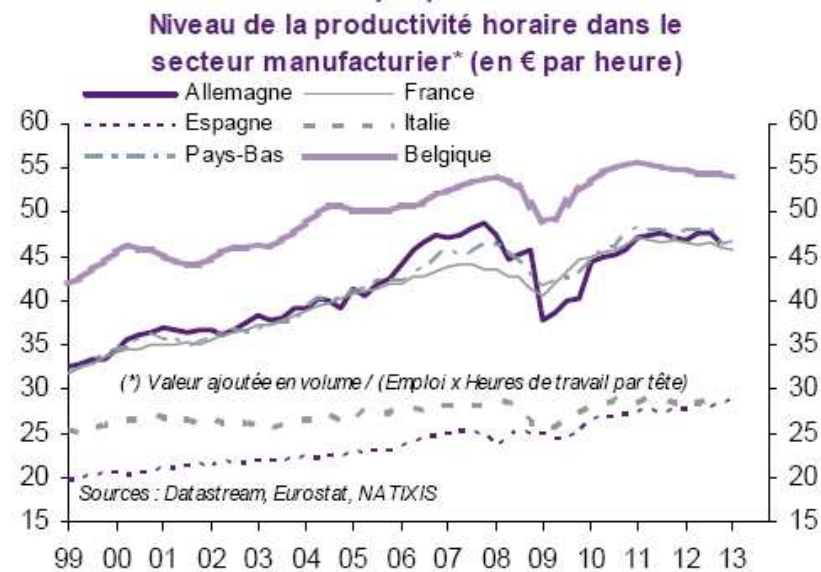
Emploi secteur manufacturier



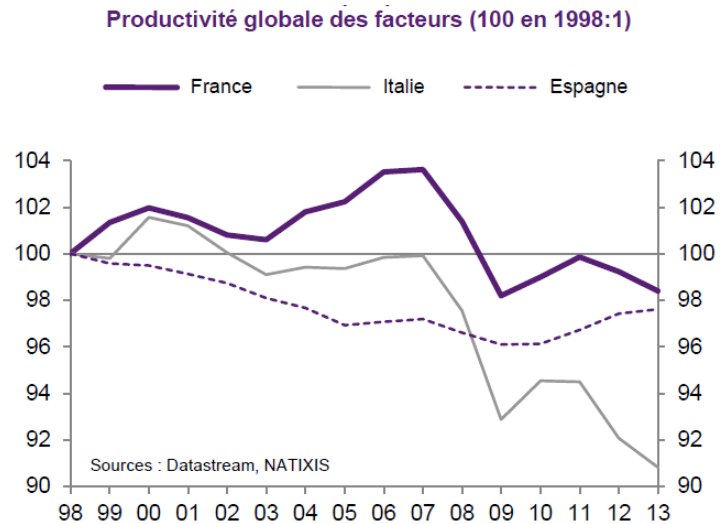
La productivité

Source Eurostat 2011	Productivité de la MO par heure de travail en 2010 Indice 100 = UE à 27
Pays-Bas	135,8
Belgique	135,7
France	133,5
Allemagne	123,9
Irlande	125,7
Danemark	120,3
Autriche	114,8
Espagne	107,8
Grèce	77,8
Zone euro	113,7

Productivité



La contrainte de la productivité



Faibles gains de productivité provient du secteur tertiaire en France

Faibles gains de productivité

- Augmentation relative du coût salarial
- Réduction de la rentabilité des entreprises
- Réduction de la croissance potentiel

Ce n'est pas la faute à Rousseau ni à Voltaire

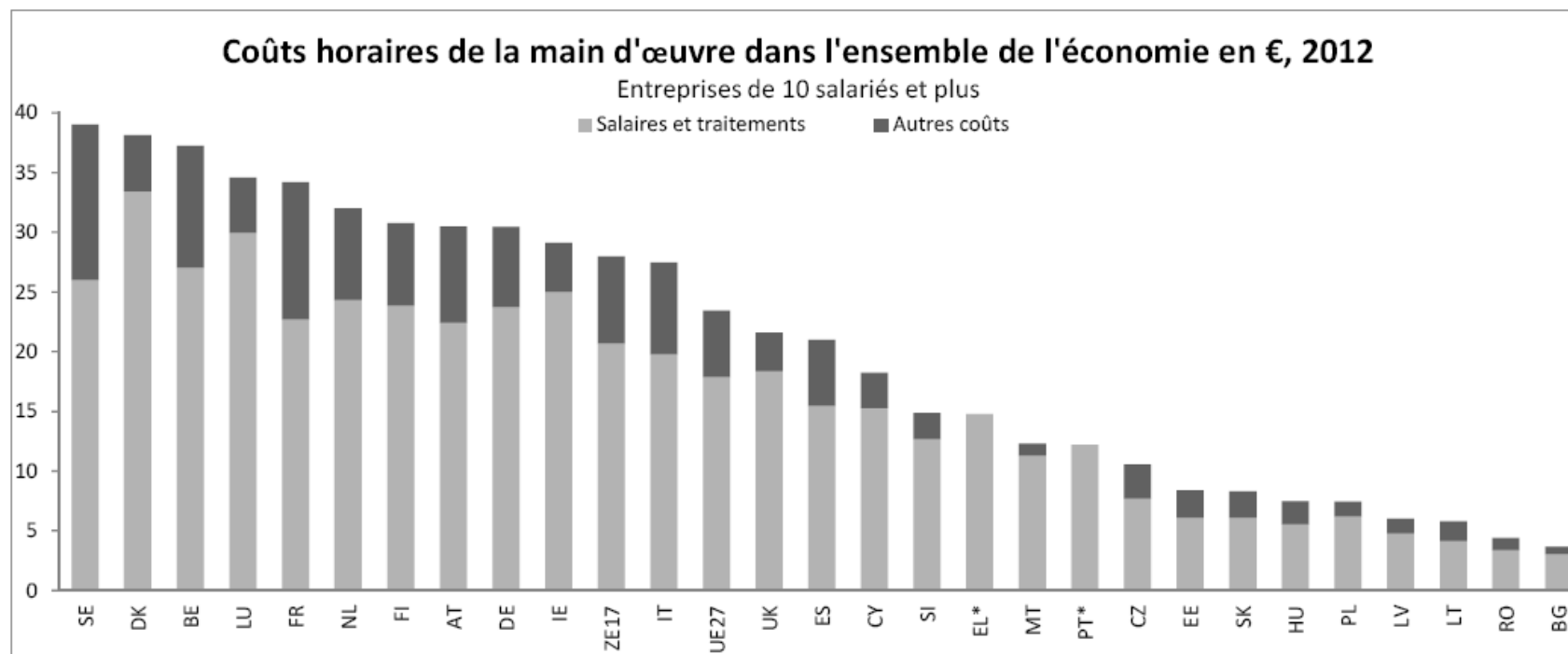
Et si les coûts publics étaient une excuse ?

- ☐ Niveau de dépenses publiques : record européen avec les pays d'Europe du Nord, plus de 57 % du PIB (Allemagne 44 % / Etats-Unis 38 %)
- ☐ Niveau de prélèvements obligatoires : record européen avec 46,3 % du PIB / Allemagne 43 % du PIB

Attention :

- ☐ qu'est ce qu'une dépense publique ?
- ☐ qu'est ce qu'un prélèvement obligatoire ?

Coûts horaires UE



* Basés sur une estimation d'Eurostat pour le 4^{ème} trimestre 2012. Seul le coût total est estimé.

Mondialisation de consommation

La France n'est pas compétitive car elle subit la mondialisation

La mondialisation est en France **une mondialisation de consommation et non une mondialisation de production**

La France devrait importer plus et mieux

- L'Allemagne importe au total 73 % de plus que la France
- L'Allemagne importe 45 % de plus de biens intermédiaires que la France

Elle importe des biens sophistiqués fabriqués dans les PECO ou en France

La part des importations issue des pays à bas salaires progresse plus vite en Allemagne que chez ses partenaires :

- +12 % de 1994/2006
- + 11 % en Espagne

L'Allemagne joue la mondialisation gagnante

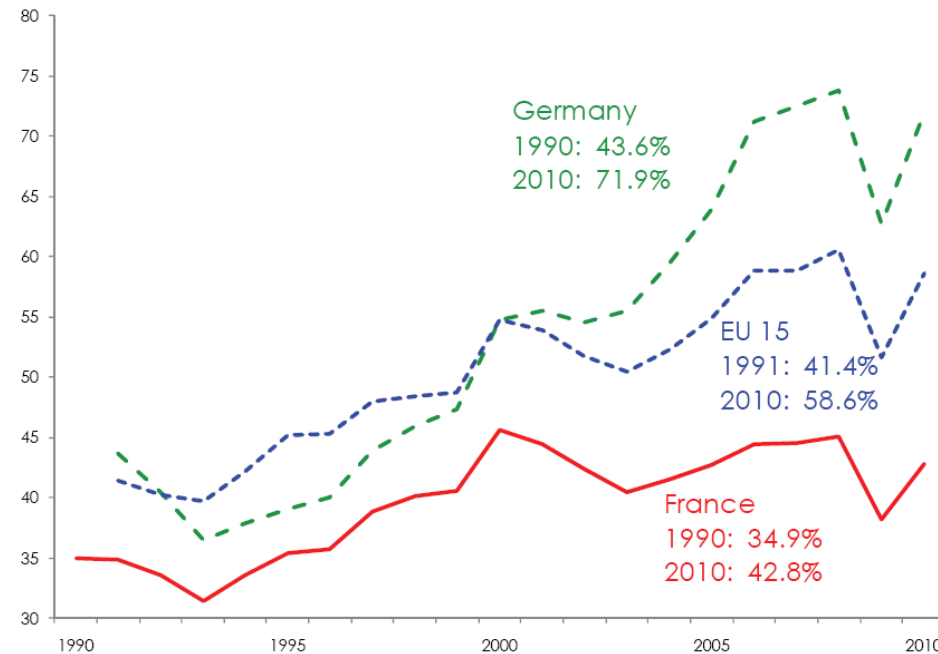
Coût horaire de la main d'œuvre en euros/heure (source OCDE/Eurostat/Mc Kinsey)

En euros	Coût horaire
France	32
Allemagne	29
Allemagne avec les importations	25

Et pourtant la France n'est pas assez internationalisée !!!

Degré d'ouverture de la France inférieur à la moyenne du cœur européen

Importations + exportations/PIB en %



La mondialisation gagnante

Le niveau de gamme des exportations françaises

- ❑ 22 % du haut de gamme
- ❑ 61 % du milieu de gamme
- ❑ 17 % du bas de gamme

L'élasticité prix des exportations en volume : variation des ventes par rapport à 1 % de hausse du prix)

- Suède (0,1),
- Allemagne (0,4)
- Italie (0,6)
- France (0,8)
- Espagne (0,8)

L'Allemagne est passée d'une élasticité prix de 0,74 à 0,42 de 1990 à 2012

La France est soumise à la dictature des prix à l'exportation et à l'importation avec des coûts salariaux en augmentation et des services à faibles gains de productivité

Une moindre intégration de la technologie

Nombre de robots industriels achetés (unités)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
France	-	3092	3793	3484	3012	2900	3009	-	3300	-	2605	1450	2049	3058	3300
Allemagne	9938	10548	12781	12706	11867	12000	13401	-	13900	-	15248	8507	14061	19533	19000
Espagne	-	-	-	3584	2420	-	-	-	-	-	2296	1500	1897	3091	2500
Italie	-	-	-	6373	5470	5700	5679	-	6600	-	4793	2883	4517	5091	4600

(*) prévisions

Sources : IFR International Federation of Robotics

Attention : effet base la France est un pays tertiaire

L'utilisation de la force de travail

Mauvaise utilisation de la force de travail

- ❑ Gaspillage par un taux d'emploi trop faible

- ❑ Mauvaise utilisation des compétences

30 % des actifs occupent un poste à faible qualification en France
contre 14 % en Allemagne

- ❑ 50 % des générations arrivant sur le marché du travail depuis 10 ans sont diplômées de l'enseignement supérieures contre 20 % pour les générations 1960-1964

- ❑ Rôle des cotisations sociales et surtout des exonérations de charges sociales dans la mauvaise valorisation des salariés ?

La France peut-elle faire faillite ?

Chiffres 2011 : Insee

- ❑ Patrimoine de la France : 13 620 milliards d'euros
- ❑ Patrimoine des ménages : 10 411 milliards d'euros
- ❑ Patrimoine des entreprises non financières : 2076 milliards d'euros

Fonds propres : 5 816 milliards d'euros (patrimoine net + passif actions)

- ❑ Patrimoine des entreprises financières : 626 milliards d'euros

Fonds propres : 2 366 milliards d'euros

- ❑ Patrimoine des administrations publiques : 507 milliards d'euros

Le patrimoine des ménages

Les Français aiment la terre et le liquide

- ❑ 10 411 milliards d'euros de patrimoine pour les Français fin 2011 : 7,9 fois le revenu disponible brut
- ❑ Deux tiers en actifs non financiers (70 % en immobilier)
- ❑ Un tiers en actifs financiers soit 3 900 milliards d'euros (1430 milliards d'euros en assurance-vie)

Actions et titres d'OPCVM : 966 milliards d'euros dont 494 milliards d'actions non cotées

Les Français, de véritables fourmis

Le taux d'épargne des ménages français : 15,6 % en 2013

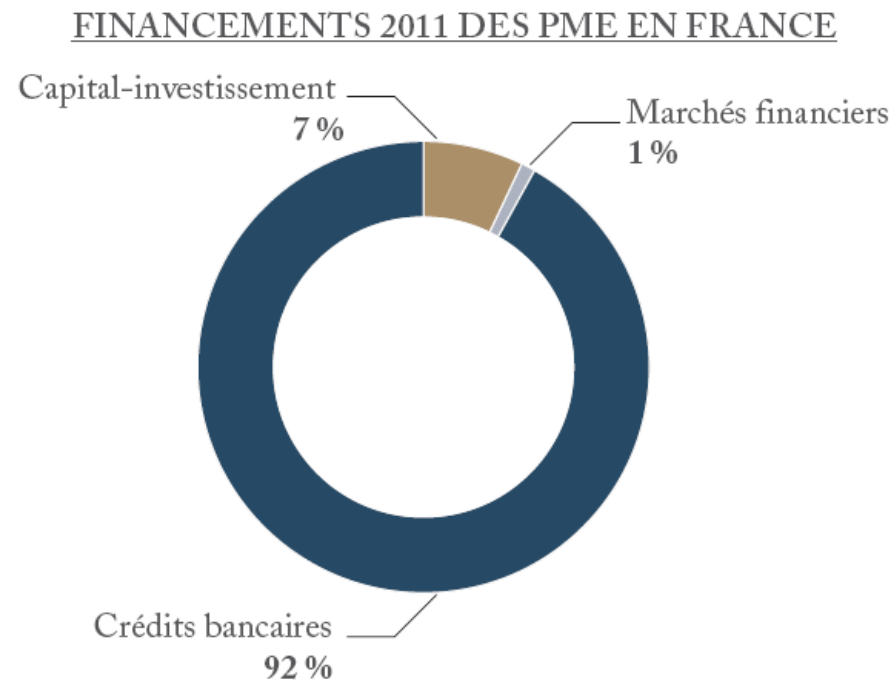
- ❑ L'épargne financière : autour de 6 % du RDB
- ❑ Taux d'investissement logement : autour de 9 %

Mais qui financent les entreprises ?

Le financement des entreprises en France

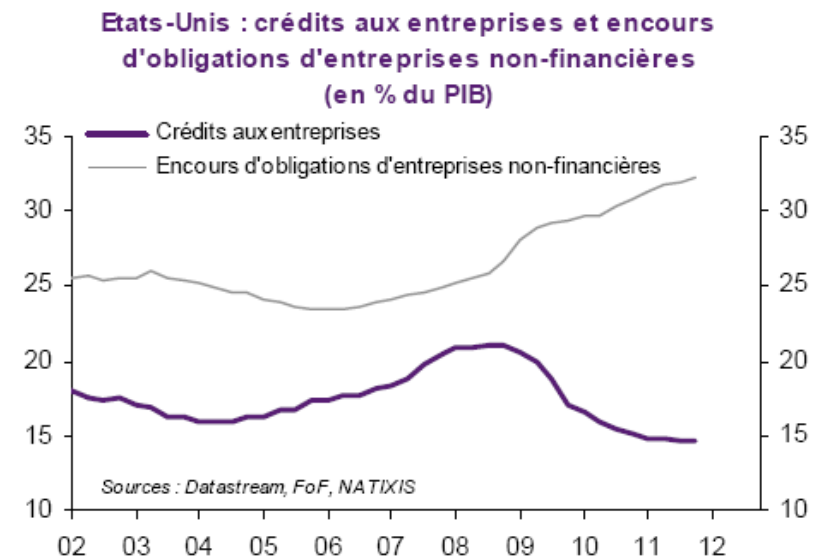
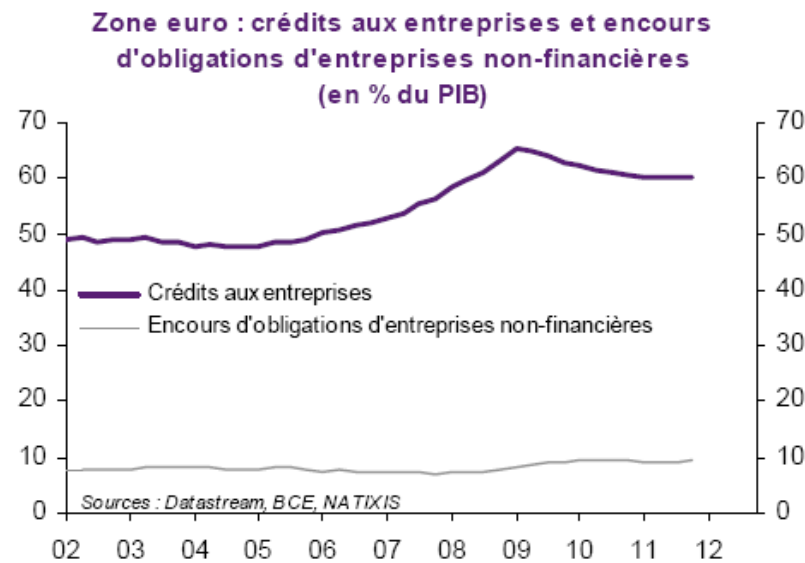
- 80 % s'effectue via le crédit bancaire
- 20 % s'effectue par les marchés

Pays anglo-saxons : rapport inversé



Les PME
dépendent
quasi-
exclusivement
des banques

Financement des entreprises US/zone euro



Le financement obligataire supplée la contraction des crédits bancaires aux Etats-Unis

La question du financement, c'est celle de la prise de risque

Le niveau de l'investissement est en Europe vingt points en-dessous de son niveau d'avant crise

Si en France, la baisse de la profitabilité pourrait expliquer cette évolution, ce n'est pas le cas dans les autres pays

Les investisseurs sont comme les épargnants : refus de l'avenir et du risque

Ces choix individuels ont de nombreuses conséquences avec effet cumulatif

- Réduction des capacités de production
- Réduction de l'emploi
- Réduction de la croissance

Vers la renationalisation de l'épargne

L'Etat n'a plus les moyens de sa politique

→ Intervention par d'autres moyens : **la mobilisation de l'épargne**

- ☐ Livret A/ LDD
- ☐ Intervention via la BPI
- ☐ Mobilisation de l'assurance-vie

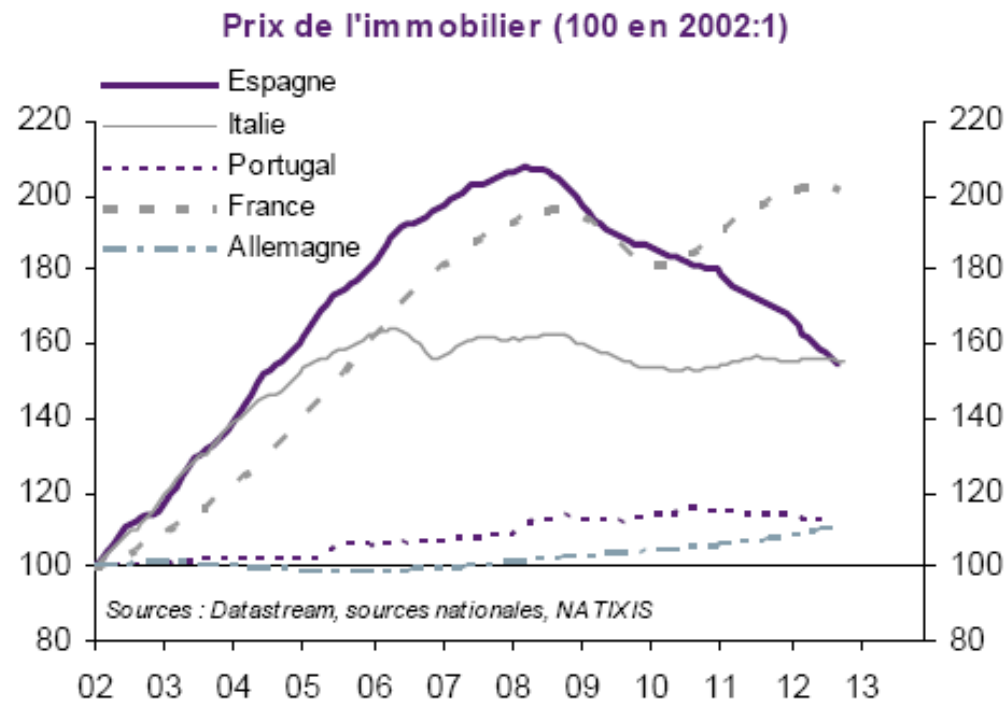
L'Etat retrouve une fonction d'intermédiation et de transformation de l'épargne courte en ressources longues

L'argent n'arrive pas auprès des entreprises : la faute à qui ?

Le retour en force de l'autofinancement : est-ce une bonne solution, pas sûr ?

La mauvaise utilisation de l'épargne ?

Mauvaise allocation des ressources par une immobilisation dans le secteur immobilier générant de faibles gains de productivité



Pour conclure

Eco-fiction : quelle monde en 2030 ?

	Destination 2030
Contraintes	Population : 8/9 milliards d'habitants avec vieillissement marqué Environnement : pollution, réchauffement climatique Accès à l'énergie, aux matières premières et eau
Technologies Tendances	Ruptures technologiques ? Biotechnologie et nano-technologique Changement d'énergie dominante ?
Croissance	Crise de 10 ans en Occident avec rattrapage des pays émergents ou Reprise d'un cycle de croissance après purge de l'endettement
Nouvelles tendances	Privatisation des monnaies Espace international privé avec l'autonomisation des communautés Régionalisation de la mondialisation

Eco-fiction : quel monde en 2030 ?

	Destination 2030
Forces économiques	Chine 1 ^{ère} puissance économique mondiale ? Inde 1 ^{ère} puissance démographique mondiale ? Etats-Unis : maintien des positions ou déclin ? Europe : déclin, stagnation ou reprise ? Afrique : essor ou anarchie Amérique Latine : essor ou poujadisme
Géostratégie	Monde multipolaire ? Conséquences Désordres monétaires ? Tentations protectionnistes ? Nouvelle organisation mondiale ?

Eco fiction : quelle France en 2030 ?

France	Destination 2030
Structures économiques	Poursuite tertiarisation passage à 80 % de la population active en ST ? → tourisme Capacité à attirer des capitaux ? Réindustrialisation par rupture technologique
Carte économique	Bassins à forte attractivité touristique Développement autour des métropoles et axes de communication Zone de population de séniors Reconcentration des populations sur les centres villes Friches commerciales en banlieues Constante : les points d'accès, les nœuds logistiques
Structures sociales	Recours à l'immigration ou robotisation ? Répartition de la richesse nationale entre les différentes générations
Structures politiques	Déliquescence de l'Europe ou intégration Déliquescence de l'Etat et retour à des solidarités régionales

Conclusion

- ❑ Coûts publics : l'évolution se fera à la marge
 - ❑ Période longue d'assainissement des comptes publics
 - ❑ Impérieuse nécessité de la reprise de l'investissement privé
 - ❑ Impérieuse nécessité de repositionner l'outil de production
 - ❑ Meilleure valorisation du facteur humain dans le cycle de production
- rien n'est interdit, rien n'est inscrit

Chine, fin d'époque

Hausse des coûts

Appréciation de la monnaie

Investissements sortants en hausse

Vieillissement

Problèmes d'endettement

Conséquences

Diminution des excédents commerciaux

Diminution de la croissance



That's all Folks!